



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Acquisition d'un banc de caractérisation des
comportements magnéto-mécanique couplés.**

N° consultation : A20F007

Institut polytechnique de Grenoble
DAF / Service Achats
46 avenue Félix Viallet
38031 GRENOBLE

Pour le laboratoire G2Elab

**Le titulaire du marché est informé qu'il est réputé avoir pleinement accepté les clauses du présent Cahier des
Clauses Administratives Particulières (CCAP).**

SOMMAIRE

1. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2 - TYPE DE MARCHÉ.....	4
1.3 MODALITES DE COMMANDE.....	4
2. PIECES CONTRACTUELLES.....	4
3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	4
3.1 -DUREE DU MARCHÉ.....	4
3.2 - DELAIS D'EXECUTION.....	4
3.3 - PROLONGATION DES DELAIS	5
4. PRIX	5
4.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	5
4.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	5
4.3 - MODALITES D'APPLICATION.....	5
5. REGIME FINANCIER APPLICABLE.....	6
5.1 GARANTIE FINANCIERE	6
5.2 – AVANCE.....	6
5.3 - ECHEANCIER DE PAIEMENT	6
5.4 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	7
5.4.1 <i>Dispositions applicables en matière de facturation électronique</i>	7
5.5 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	8
6. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	8
6.1 MODALITES D'EXECUTION	8
6.2 OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	9
6.3 ASSURANCE ET RESPONSABILITE	9
6.4 GARANTIE.....	10
6.5 DEVELOPPEMENT DURABLE	10
7. CONSTATATIONS DE L'EXECUTION	10
7.1 – VERIFICATIONS	10
7.2 - DECISION APRES VERIFICATIONS.....	11
8. PENALITES.....	11
8.1 DISPOSITIONS D'APPLICATION	11
8.2 PENALITES DE RETARD	11
8.3 PENALITES DE TRAVAIL DISSIMULE	11
9. MODIFICATION DU MARCHÉ	11
9.1 DISPOSITIONS GENERALES	12
9.2 CESSIION DU MARCHÉ	12
9.3 EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES	12
10. RESILIATION DU MARCHÉ.....	12
10.1 - CONDITIONS DE RESILIATION.....	12

10.2	- REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	12
11.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	13
12.	DEROGATIONS	13

1. Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent marché concernent l'acquisition d'un banc de caractérisation des comportements magnéto-mécanique couplés au profit de l'Institut Polytechnique de Grenoble – pour le laboratoire G2Elab

Le périmètre est le suivant :

Lot 1 Banc piézoélectrique bi-axial haute fréquence ;
Lot 2 Système de contrôle et d'acquisition temps réel

1.2 - Type de marché

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.3 Modalités de commande

La notification du marché vaut commande.

2. Pièces contractuelles

Les pièces du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - arrêté du 16 septembre 2009
- Le cadre de réponse du titulaire et ses éventuelles annexes

Toutes clauses de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui seraient contraires aux dispositions prévues dans le cadre du marché sont réputées non écrites.

3. Durée et délais d'exécution

3.1 Durée du marché

Le marché débute à compter de sa notification, soit à la date d'accusé réception des pièces contractuelles par le titulaire et prend fin à l'issue de la période de garantie.

3.2 Délais d'exécution

Les délais maximums d'exécution sont fixés à l'article 4 de l'acte d'engagement. Ces délais s'entendent hors période de fermeture de l'acheteur lorsqu'une intervention dans ses locaux est nécessaire à l'exécution des prestations.

3.3 Prolongation des délais

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause ne relevant pas de sa responsabilité fait obstacle à l'exécution du marché dans les délais initialement fixés. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit signaler à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais prévus et indique la durée de la prolongation souhaitée. Cette demande doit parvenir à l'acheteur à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues et en tout état de cause avant la date d'exécution initialement prévue.

4. Prix

4.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par l'application du prix global forfaitaire tel que fixé dans l'acte d'engagement. Ce prix comprend le matériel ainsi que toutes les prestations associées à l'achat, à savoir : livraison, installation, mise en service, formation, garantie. En application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage à l'assurance, et au transport jusqu'au lieu de livraison.

4.2 Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres appelé " mois zéro ". Les prix sont fermes actualisables : si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la date de fixation des prix, ils sont actualisés selon la formule suivante :

P = Po (I-3 / Io) dans laquelle :

P = prix actualisé

Po = prix fixé dans l'offre du titulaire

Io = valeur de l'indice de prix en vigueur au mois d'établissement des prix

I-3 = valeur de l'indice de prix trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

L'indice de référence, publié sur le site Internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> est le suivant :
Identifiant : 010534472 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français
A38 CK, CPF 28 – Machines et équipements n.c.a.

Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534472

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'indice correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

4.3 Modalités d'application

Transmission :

Le titulaire adresse sa demande d'actualisation des prix à l'acheteur (par courriel au responsable du suivi du marché et à marches@grenoble-inp.fr) au moins un mois avant la date effective d'actualisation des prix. A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultants. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction.

Arrondis :

Après mise en œuvre de la formule, les prix actualisés sont arrondis, par excès ou par défaut, à la deuxième décimale :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée (arrondie par défaut).
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Clause de sauvegarde :

Si l'augmentation des prix résultant de l'actualisation est supérieure à 3%, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le présent marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

5. Régime financier applicable

5.1 Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

5.2 Avance

Au moment de la notification, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché.

Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché avec les particularités détaillées à l'article R2191-6 du code de la commande publique.

5.3 Echancier de paiement

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS. Le règlement sera effectué suivant les conditions ci-après :

	Paiement (%)	Point de déclenchement	DELAIS DOCUMENTS EXIGES
--	---------------------	-------------------------------	--------------------------------

Acomptes	60%	Livraison du matériel	Bon de livraison daté et signé
Solde	40%	Admission du matériel	<ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 – 21 jours à compter de la mise en service (ou admission tacite lorsque le délai de 21 jours est dépassé à compte de la mise en service) - Lot 2 - 21 jours à compter de la livraison (ou admission tacite lorsque le délai de 21 jours est dépassé à compte de la livraison) <p>Procès-verbal d'admission daté et signé pour lot 1 et lot 2</p>

5.4 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché et du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

5.4.1 Dispositions applicables en matière de facturation électronique

Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises sont assujetties à l'obligation de dépôt dématérialisé. Les demandes de paiement devront parvenir par voie électronique via Chorus pro (<https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>).

Pour les entreprises assujetties à l'obligation de dépôt dématérialisé, les demandes de paiement devront parvenir par voie électronique via Chorus pro (<https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>)

Le numéro de SIRET qui identifiera comme destinataire de la facture sera le 193 819 125 00017. Le numéro d'engagement sera le numéro du bon de commande financier issu du logiciel "SIFAC".

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- « 1° La date d'émission de la facture ;
- « 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- « 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- « 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- « 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

- « 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- « 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- « 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- « 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- « 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- « 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- « 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture. Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le **portail public de facturation Chorus Pro**.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

5.5 Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter :

- de la date de réception des demandes de paiement,
- ou de la date d'admission des prestations dans le cas où la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date d'admission.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6. Conditions particulières d'exécution

6.1 Modalités d'exécution

Les prestations devront être conformes aux normes et règles applicables au moment de leur exécution.

Adresse de livraison :

Laboratoire de Génie Electrique de Grenoble Bât GreEn-ER
21 avenue des Martyrs
38031 Grenoble

Stockage, emballage et transport : Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison : La date exacte de livraison sera fixée d'un commun accord entre l'acheteur et le titulaire. Le titulaire ou son représentant désigné à cet effet, devra assister à la livraison.

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. La livraison est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison. La réalisation de livraisons partielles devra être autorisée expressément par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Domages occasionnés par les livraisons et les installations : Le titulaire restera responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par ses agents ou le transporteur sur les équipements du site de l'acheteur. L'acheteur se réserve le droit d'exécuter lui-même ou de faire exécuter, au compte du titulaire, la réparation des dommages causés.

6.2 Obligations du prestataire

Obligation de conseil : Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint, à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

Obligation d'information : Il lui appartient également de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution du marché afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

Obligation de confidentialité : Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Pour l'exécution du contrat, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

6.3 Assurance et responsabilité

Conformément à l'article 17 de CCAG-FCS, le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et de tout local mis à sa disposition par l'acheteur. Les matériels,

équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par l'acheteur ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues dans le marché. Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par l'acheteur est détruit ou endommagé ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état ou d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf à la date du sinistre. De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est le titulaire d'un contrat d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

6.4 Garantie

Les prestations feront l'objet d'une garantie minimale de 36 mois dont le point de départ est la date de décision d'admission. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS le titulaire est libre de proposer dans l'acte d'engagement une durée de garantie supérieure. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 28 du CCAG-FCS et précisées dans le cadre de réponse du titulaire.

Pendant le délai de garantie, les conditions d'interventions sur site en cas de panne ou dysfonctionnement, devront être précisées dans le mémoire technique. Le titulaire devra être en capacité d'assurer un support technique téléphonique mais aussi se déplacer sur site en cas de problème spécifique. Le titulaire devra également être en mesure de prêter un appareil équivalent en cas de délai de réparation important. L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue à l'article 1641 du code civil ainsi que la garantie légale de conformité prévue aux articles L217-4 à L217-14 du code de la consommation.

6.5 Développement durable

Le titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations, notamment :

- en traitant les déchets liés à la fabrication et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- en proposant des matériels économes en énergie ;
- en proposant des matériels constitués de matériaux recyclables ;
- en proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement.

7. Constatations de l'exécution

7.1 – Vérifications

L'acheteur effectuera au moment même de la livraison, l'opération de vérification quantitative simple qui ne nécessite qu'un examen sommaire, ayant pour but de constater la conformité des matériels livrés avec les spécifications du marché.

Les vérifications approfondies seront effectuées conformément à l'article 22 du CCAG-FCS et par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-FCS dans un délai maximum suivant (hors périodes de fermeture des locaux) :

Lot n°1- **21 jours** à compter de la mise en service ;

Lot n°2 -**21 jours** à compter de la date de livraison.

7.2 - Décision après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision d'admission par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

En l'absence de décision, les prestations sont réputées être admises 21 jours à compter de la mise en service du matériel pour le lot 1 et 21 jours à compter de la livraison du matériel pour le lot 2.

8. Pénalités

8.1 Dispositions d'application

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à l'application de pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, la disposition selon laquelle le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € H.T n'est pas applicable au présent marché.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Les titulaires sont donc intégralement redevables de leurs obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Ils ne sauraient se considérer comme libérés de leurs obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle. Les différents types de pénalités ne sont pas exclusifs les uns des autres et peuvent être cumulés. Le montant cumulé de toutes les pénalités encourues par le titulaire sera défalqué directement par l'acheteur du montant des factures présentées par le titulaire.

8.2 Pénalités de retard

Si du seul fait des titulaires, le délai d'exécution contractuel est dépassé, celui-ci encourt des pénalités de retard calculées selon la formule ci-après :

P = V x R/500 dans laquelle :

P= représente le montant de la pénalité

V= le montant total du bon de commande

R= la durée du retard en jours calendaires

8.3 Pénalités de travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique après mise en demeure préalable restée sans effet une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC de la totalité du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9. Modification du marché

9.1 Dispositions générales

L'acheteur se réserve la possibilité de modifier le marché conformément aux articles R2194-2 à 9 du code de la commande publique.

9.2 Cession du marché

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie du marché (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur. La demande doit être adressée à l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr. De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences. Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr. Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

9.3 Evolutions réglementaires

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix. Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

10. Résiliation du marché

10.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies au CCAG-FCS. En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne percevra aucune d'indemnisation par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS. En cas d'inexactitude des documents et renseignements produit à l'appui de sa candidature ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R2143- 3 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

10.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de

décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

11. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

12.Déroptions

L'article 3.3 du présent document dérogeant à l'article 13.3 du CCAG – FCS ;

L'article 6.4 du présent document dérogeant à l'article 28.1 du CCAG – FCS ;

L'article 7.1 du présent document dérogeant à l'article 23.2 du CCAG – FCS ;

L'article 7.2 du présent document dérogeant à l'article 25 du CCAG – FCS ;

L'article 8.1 du présent document dérogeant à l'article 14.1.3 du CCAG – FCS ;

L'article 10.1 du présent document dérogeant à l'article 33 du CCAG – FCS.